

**Jean-Pierre COSSET**

Spécialisation en Droit des mesures  
d'exécution

**Thomas DROUINEAU**

D.E.A. de Droit Privé  
D.E.S.S. Droit de la Construction et de  
l'Urbanisme

**Florent BACLE**

DESS et Magistère Droit des Techniques de  
l'Information et de la Communication  
D.U Réparation juridique du dommage  
corporel

**Avocats Associés**

**Marion LE LAIN**

Master II Droit de la Construction et de  
l'Urbanisme  
Master II Droit des Marchés Publics et des  
Délégations de service public

**Mehdi HAMDI**

Docteur en Droit Public

**Anne DE REVIERS**

Diplômée Avoué  
Maîtrise en Droit Privé

**Jérôme RENAUDIN**

Maîtrise en Droit des Affaires  
Ancien Conseil Juridique

**Paul BARROUX**

Master II Droit du financement et du  
recouvrement

**Julie VERGER**

Juriste

Tél : 05-49-88-02-38

Fax : 05-49-88-98-96

[accueil@drouineaucossetbacle.fr](mailto:accueil@drouineaucossetbacle.fr)

N° intracommunautaire FR 7630581198600028  
RCS POITIERS 305 811 986  
SCP au capital de 16 540 €  
3 NAF 6910 Z



En association avec

**Jean GERONDEAU**

Conseil en Droit Fiscal et Droit des Sociétés  
Avocat au Barreau de La Roche S/Yon

**Delphine TEXIER**

DEA en Droit Social  
Avocat au Barreau de Poitiers

[avocatsccrg@aol.com](mailto:avocatsccrg@aol.com)

Cabinet Conseil ROUSSEAU – GERONDEAU  
SELARL Inter-Barreaux au Capital de 38.118,25 €  
RCS LA ROCHE SUR YON 328 962 055

**24 Rue Arsène Orillard  
BP 83  
86003 POITIERS Cedex**

Commune d'AUSSAC VADALLE

Mairie

16560 AUSSAC VADALLE

**Par mail : [mairie@aussac-vadalle.fr](mailto:mairie@aussac-vadalle.fr)**

Poitiers, le 10 octobre 2013

N/Réf. : AUSSAC VADALLE/EARL DE VADALLE - 110493

TD /MH /LP

V/Réf. : Monsieur Gérard LIOT

Monsieur le Maire,

Je vous ai précédemment indiqué que l'affaire avait été fixée à une date  
d'audience au 16 octobre 2013.

Le Tribunal Administratif de Poitiers vient de m'informer du report de cette  
audience à une date ultérieure.

La date me sera communiquée postérieurement.

Sur le site « *sagace* », il apparaît que le Tribunal a sollicité une régularisation  
auprès du Conseil adverse.

Bien entendu, je ne manquerai pas de vous tenir informé du jour auquel sera  
fixée l'audience de la présente affaire.

Enfin, je vous confirme avoir déposé au Tribunal notre mémoire en défense  
n°2.

Celui-ci va donc être communiqué à la partie adverse.

Naturellement, je reste à votre entière disposition.

Par ailleurs, vous trouverez joint au présent courrier la facture de nos  
honoraires qui vient solder notre intervention à ce jour.

J'en laisse le paiement à vos bons soins.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes meilleurs  
sentiments.

  
T. DROUINEAU

M. HAMDI